

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 03/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VENATOR (Ex Huntsman P&A France)

1 Rue des Garennes
BP 89
62100 Calais

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\VENATOR FRANCE (ex HUNTSMAN P&A FRANCE)_Calais_0007000922\2_Inspections\2024_10_11_recollement_travaux_réhabilitation
Code AIOT : 0007000922

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2024 dans l'établissement VENATOR (Ex Huntsman P&A France) implanté 1, Rue des Garennes B.P. 89 62100 Calais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VENATOR (Ex Huntsman P&A France)
- 1, Rue des Garennes B.P. 89 62100 Calais
- Code AIOT : 0007000922
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société VENATOR France a notifié une cessation totale d'activité par courrier en date du 21/12/2017. Un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires relatif à la réhabilitation du site a été signé en date du 14/11/2023. Cet arrêté impose notamment le retrait des pollutions concentrées identifiées dans le plan de gestion et la mise en place d'un confinement sur deux zones identifiées API 25 et API 39. L'objectif de l'inspection est de constater l'achèvement des travaux de réhabilitation.

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	réhabilitation	Code de l'environnement du 07/07/2024, article R 512-39-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de réhabilitation ont été réalisés conformément à l'arrêté préfectoral du 14/11/2023. L'analyse des risques résiduels finale a montré des niveaux de risques résiduels acceptables pour les futurs usagers du site.

Néanmoins, deux réserves ont été faites concernant l'ouvrage de confinement au niveau de la zone API 39. Une nouvelle inspection sera menée le 29/11/2024 afin de constater les dispositions prises par l'exploitant pour lever ces réserves.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : réhabilitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/07/2024, article R 512-39-3
Thème(s) : Risques chroniques, SSP
Prescription contrôlée : I. - ... III. - Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet. L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.
Constats : Les mesures de gestion suite à la cessation d'activité du site VENATOR ont été prescrites par arrêté préfectoral complémentaire du 14/11/2023. Suite à l'achèvement des travaux le 28/08/2024, la société VENATOR a transmis à l'inspection, les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">• rapport définitif de fin de travaux de réhabilitation des sols (référéncé 9NL2024-11 du 29/08/2024 ORTEC GROUPE) ;• rapport de fin de travaux de réhabilitation - VENATOR (référéncé 0414608-R6898 du 26/11/2024 ERM). Ce rapport intègre également une Analyse des Risques résiduels (ARR en

date du 18/10/2024).

La conformité des opérations réalisées par ORTEC GROUPE (Maîtrise d'Ouvrage) avec les exigences de l'APC du 14/11/2023 ont été vérifiées par le bureau d'étude ERM en tant que tiers expert indépendant de l'entreprise réalisant les travaux et cela pendant toute la durée du chantier. Par rapport en date du 18/10/2024, ERM a attesté du bon déroulement des travaux en conformité avec les prescriptions de l'APC du 14/11/2023.

L'examen des rapports montre que l'exploitant a procédé au retrait de l'ensemble des sources de pollution concentrées définies à l'article 3 de l'APC du 14/11/2023 jusqu'aux profondeurs prévues à l'exception du point API 38-11. Au niveau de ce dernier point, l'excavation s'est limitée aux 30 premiers centimètres (au lieu du mètre prévu) en raison de la présence de béton. Ce point avait été sélectionné en raison de la présence d'une pollution en surface (dans les 20 premiers centimètres). L'objectif du retrait de la pollution identifiée est donc néanmoins atteint.

Au final, 2 900 tonnes de déchets ont été évacuées à l'extérieur du site dont plus de 2100 tonnes en installation de stockage de déchets dangereux autorisée à cet effet.

L'ancienne zone de stockage de sulfates (API 25 et 39) dont le confinement est prescrit par l'article 3.5 de l'arrêté du 14/11/2023, est recouverte soit par un ouvrage d'étanchéité nouvellement créé ou par une dalle béton existante. Ce dispositif vise à empêcher la migration des polluants vers la nappe souterraine.

L'ouvrage d'étanchéité a été réalisé en deux temps : d'abord mis en place sur l'ensemble de la surface concernée (partie de l'API 39 et API 25) lors de la déconstruction des bâtiments de stockage, puis reprise de l'étanchéité par la même entreprise, après le retrait des sources de pollution concentrées. Lors de la première phase de confinement, il n'y a pas eu de DOE réalisé. Néanmoins, l'exploitant a justifié que la partie réalisée lors de la déconstruction répondait aux exigences de l'article 3.5 (même entreprise intervenante avec le même mode opératoire).

La reprise d'étanchéité après excavation des pollutions concentrées est quant à elle documentée dans un DOE réalisée par l'entreprise intervenante.

L'ARR met en évidence que les niveaux de risques cumulés (exposition des travailleurs par ingestion/inhalation de poussières et par la volatilisation de composés présents dans les eaux souterraines, les sols et gaz de sol) sont inférieurs aux valeurs limites définies par la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués.

La surveillance de la nappe souterraine et de 4 gaz de sol (4 ouvrages) va se poursuivre à minima pour une période de quatre années à compter de la date de finalisation des travaux de réhabilitation à savoir jusqu'au 01/09/2028. A l'issue de cette période, l'exploitant a la possibilité de demander sur justification à modifier le programme de suivi. Cette surveillance pourra être encadrée par un arrêté complémentaire.

Une précédente visite d'inspection le 04/06/2024 avait permis à l'inspection de constater l'excavation des sources de pollution concentrées identifiées dans l'APC du 14/11/2023.

Lors de la visite d'inspection du 11/10/2024, il a été observé le comblement de l'ensemble des excavations constatées le 04/06/2024. Les résultats des analyses réalisées sur les terres d'apport sont conformes aux exigences de l'APC du 14/11/2023.

Néanmoins l'ouvrage de confinement (API 39) présente un ravinement au niveau de la pente côté Nord. Une reprise est donc nécessaire afin d'adoucir la pente sur toute la longueur de l'ouvrage. La dalle béton présente également deux cavités dues à l'usure. La mise en place de rustines est nécessaire.

Type de suites proposées : Sans suite

